



Acte certifié exécutoire

Envoyé : 25/02/2015

Réception par le préfet : 25/02/2015

Publication : 25/02/2015

Le Maire, Daniel FIDELIN

Département de la  
Seine-Maritime

Arrondissement du  
HAVRE

Le 23 Février 2015

Question n° 5

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers d'après la Loi .....	<b>33</b>
Nombre de Conseillers en exercice .....	<b>33</b>
Nombre de Conseillers présents .....	<b>25</b>
Nombre de Pouvoirs .....	<b>7</b>
Nombre de Votants .....	<b>32</b>

Extrait de la délibération affiché le 24 Février 2015

L'an deux mille quinze, à dix huit heures trente par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 2 Février 2015, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur Daniel FIDELIN, Maire.

Appel nominal :

Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Valérie PAILLART, Dominique THINNES, Corinne LEVILLAIN, Olivier LARDANS, Jean-Luc GONFROY, Virginie LAMBERT, Gérard DELAHAYS, Jean-Pierre QUEMION, Philippe KWIATKOWSKI, Patricia DUVAL, Pascal LEFEBVRE, Marie-Christine BASSET, Frédéric PATROIS, Marie-Paule DESHAYES, Valérie LEDOUX, Estelle FERRON, Alexandre MORA, Fabienne MALANDAIN, Martine LESAUVAGE, Pascal DUMESNIL, Jérôme DUBOST, Aurélien LECACHEUR.

Excusés ayant donné pouvoir :

Gilbert FOURNIER (Pouvoir à Dominique THINNES), Sophie CAPELLE (Pouvoir à Valérie LEDOUX), Emmanuel DELINEAU (Pouvoir à Marie-Paule DESHAYES), Karine LOUISET (Pouvoir à Daniel FIDELIN), Stéphanie ONFROY (Pouvoir à Alexandre MORA), Nada AFIOUNI (Pouvoir à Pascal DUMESNIL), Nordine HASSINI (Pouvoir à Jérôme DUBOST).

Absent Excusé :

Gilles LEBRETON

Désignation du Secrétaire de séance :

Alexandre MORA est désigné Secrétaire de séance à l'unanimité.

# REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 23 FEVRIER 2015

QUESTION : n° 5

7-1

OBJET : Débat d'Orientation Budgétaire 2015

RAPPORTEUR : Monsieur Laurent GILLE

Je vous rappelle comme chaque année que la **préparation du budget** se réalise par étapes, en voici le calendrier:

Instance

Date

Objet

commissions  
des différents  
services

dernier  
trimestre 2014

Elles expriment leurs attentes en matière de services publics pour l'année à venir après avoir fait un recensement des obligations, des besoins recensés et des idées nouvelles. Elles fixent des priorités.



Débat  
d'Orientation  
Budgétaire

Commission  
Finances du 16  
Février 2015  
et  
Conseil  
Municipal du  
23 Février 2015

La loi impose que, dans les 2 mois précédents le vote du Budget, le Conseil Municipal organise un Débat d'Orientation Budgétaire. Celui-ci a pour objectif de permettre la présentation aux élus des grandes orientations budgétaires et financières de la Commune en tenant compte du contexte conjoncturel national, intercommunal et local, mais aussi en disposant d'une information fiable et lisible de la situation grâce aux tableaux de bords et aux ratios de bonne gestion (voir le rapport détaillé qui vous a été remis lors de la commission Finances du 16 Février 2015). Il est nécessaire qu'il contienne toute l'information pour permettre la prise de responsabilité ; des tableaux statistiques et financiers qui permettent de comparer les chiffres de la Ville de Montivilliers par rapport à d'autres communes mais aussi de comparer l'évolution dans le temps des chiffres de la Ville. Aujourd'hui, nous prenons acte de la bonne tenue de ce débat en en rappelant les éléments essentiels.



Commission  
Finances

26 février 2015

Elle devra prendre les dernières décisions sur le niveau des investissements ; le Budget 2015 pourra être finalisé.



Le cadre de présentation comptable est constant, c'est une nécessité pour permettre l'analyse budgétaire grâce à des comparaisons entre les époques, les territoires (par rapport aux villes de la même catégorie) et entre les éléments fonctionnels.

**1°)- Conjoncture pour 2015 :**

**Ø** Au niveau national voici quelques repères :

**Ÿ Inflation** : elle s'établit à 0.6 % en 2014 (de Décembre 2013 à Décembre 2014 « ensemble hors tabac ») et elle est estimée à près de 1% pour 2015.

**Ÿ Taux d'intérêts** : La Ville a appelé de l'emprunt en 2014 à hauteur de 3 225 540 € correspondant au montant inscrit au BP 2014, mais dont la mobilisation des fonds ne s'effectuera que dans un objectif d'optimisation de trésorerie et de réduction des frais financiers le 10/12/2015. Les taux d'intérêt actuels se situent aux alentours de 2.27 % pour un taux fixe sur 15 ans.

**Ÿ** L'actualisation en valeur des bases fiscales reste en progression: +0.9 % en 2015 (soit +79 309 €), à l'instar de 2014. L'évolution en volume des bases n'est pas encore connue, aussi un taux de revalorisation de 0.38 % a été retenu (ce qui représente cependant une recette supplémentaire de 33 486 € environ).

**Ÿ Concernant les dotations de l'Etat :**

Pour la délégation sénatoriale aux Collectivités Territoriales et à la Décentralisation, « sauf ajustements sur les dépenses ou les recettes, la baisse des dotations de l'Etat de 12.5 milliards d'euros, programmée sur la période 2014-2017, va précipiter le secteur public local dans une « impasse budgétaire », prévient la délégation sénatoriale aux collectivités dans un rapport présenté le 12 Novembre. La baisse des concours de l'Etat envisagée jusqu'à fin 2017 représente 6.5 % des recettes des Collectivités Territoriales, rappelle ce rapport. Elle équivaut à une réduction de 43 % de l'épargne brute du secteur (excédent des recettes de fonctionnement permettant de financer les investissements) dégagée en 2013. Plus de la moitié voire les deux tiers des villes de plus de 10 000 habitants se trouveraient « dans le rouge ». Elles ne parviendraient pas à équilibrer leur budget dans l'hypothèse du maintien des taux de fiscalité et de l'évolution de plus de 1% des dépenses de fonctionnement ».

La Loi de Finances pour 2015 s'inscrit dans le cadre de la loi de programmation des finances publiques 2012-2017 qui vise le redressement des comptes publics avec un retour du déficit public sous la barre des 3 % en 2017. Le déficit public diminue régulièrement depuis 2012 : il était de 5,3 % de la richesse nationale (Produit Intérieur Brut, PIB) fin 2011, il a été réduit à 4,4 % fin 2014. Il est estimé à 4.3% dans le projet de loi de finances pour 2015, pour atteindre 3 % en 2015. Les communes et leurs intercommunalités vont être impactées par les mesures restrictives sur les concours financiers. Les communes contribueront à hauteur de 2.071 milliards d'euros en 2015, soit 56% de la diminution.

Pour 2015, la baisse estimée de 6 % de la D.G.F. pour la Ville de Montivilliers se traduira par une perte de 297 708 euros.

**Ÿ La nouvelle péréquation horizontale** introduite par la Loi de Finances 2012 a amené la Ville de Montivilliers à verser une première participation au FPIC (Fonds de Péréquation

Intercommunal et Communal) de 27 151 €uros en 2012 et de 69 049 €uros en 2013. Ce versement progressera jusqu'à 190 000 €uros en 2016 (estimations). Pour 2014, le montant fut de 112 272 €uros. Pour 2015, une estimation à 149 350 €uros est envisagée, majorée de 18 206 € au titre d'un rappel de 2014.

Ø Au niveau départemental :

La Ville de Montivilliers n'est plus éligible depuis 2014 au Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle (FDPTP). Ainsi, elle a bénéficié en 2014 du mécanisme de lissage des pertes et a perçu à ce titre 75 % du montant perçu l'année précédente, soit 127 500 € au lieu de 170 000 € en 2013. Pour 2015, si l'inéligibilité est confirmée, elle recevra une dotation égale à 50 % du montant perçu deux ans auparavant soit 85 000 €. Pour 2016, il n'est pas certain que ce mécanisme perdure et la Ville de Montivilliers pourrait perdre cette recette, ce qui représenterait depuis 2014 une perte de 170 000 € par an à ajouter à l'effet de ciseaux.

Ø Au niveau intercommunal :

ÿ CO.D.A.H. :

- Le montant de la Dotation de Solidarité Communautaire (D.S.C.) garantie versée par la CO.D.A.H s'élève pour 2015 à 2 086 210 € soit une hausse de plus de 41 926 € par rapport au budget 2014 (pour mémoire, la D.S.C intègre la compensation financière versée par la CO.D.A.H à la Ville pour le coût supplémentaire des actes d'état-civil liés à l'ouverture du PFME soit 62 034 € pour 2014, 65 944 € sont sollicités pour 2015).

- Le montant de l'Attribution de Compensation de Taxe Professionnelle (ACTP) s'établit pour 2015 à **642 746 €** (montant figé).

2°)- Situation financière de la Ville, le dossier joint à ce rapport contient les informations utiles à une bonne appréciation du budget 2015 :

ÿ Grands chiffres de l'équilibre budgétaire 2014 comparés à l'équilibre prévisionnel 2015 : **22.81 M €** en fonctionnement et **11.15 M €** en investissement pour 2015.

ÿ La hausse des charges de personnel : **+0.42 %** soit **0.052 M €**

Vous trouverez tout le détail dans le document relié qui vous a été distribué. Malgré une revalorisation des catégories C, une hausse des contributions et l'application en année pleine des rythmes scolaires moins coûteuse que la prévision prudentielle du budget primitif 2014, les dépenses de personnel sont maîtrisées. Les seuls arbitrages nouveaux possibles à ce sujet concernent le non remplacement éventuel des départs à la retraite et des congés maternité et une bonne maîtrise des heures supplémentaires et des vacances.

ÿ Les charges à caractère général en fonctionnement font l'objet d'une surveillance constante et leur évolution entre 2014 et 2015 est à la baisse. En effet, la renégociation de contrats a permis cette réduction sur ce chapitre. Il faudra s'attacher à l'avenir à poursuivre la réduction de la consommation d'énergie compte tenu de l'évolution importante des prix dans ce domaine.

Ainsi, l'effet de ciseaux déjà évoqué (baisse des recettes de fonctionnement conjugué à la hausse des charges) réduit chaque année un peu plus la marge de manœuvre pour investir car il faut au minimum que celle-ci couvre le remboursement du capital de la dette (obligation légale) avant de pouvoir servir à autofinancer les investissements. En effet, l'esquisse de budget 2015 fait apparaître un autofinancement net de l'exercice de seulement 0.48 M€

Dans ce contexte, aucun développement n'est envisageable sans financement nouveau comme cela avait déjà été évoqué l'an passé, au contraire, il faudra réfléchir à des réductions de périmètre de services.

Le document contient également des informations et explications financières et fiscales sur les ratios de bonne gestion (évolution de l'imposition et de la dette, taux d'endettement, capacité de désendettement, point sur la dette garantie, autofinancement etc....). Il vous permet ainsi chaque année d'apprécier de façon précise et transparente la situation de Montivilliers. A ce niveau notre ville maintient sa position de bonne gestion.

### 3°)- Perspectives pour les budgets à venir :

Il appartient comme chaque année à la prochaine Commission des Finances de fixer les priorités et de rendre des arbitrages dans le respect d'un équilibre prévisionnel sain des budgets à venir, le document PPI (plan pluriannuel d'investissement) joint montre que les ambitions à ce sujet ne peuvent être que modestes au regard de la capacité d'autofinancement dégagée.

### 4°)- Les grandes orientations budgétaires à déterminer pour 2015 sont les suivantes :

Niveau possible des nouveaux investissements en l'état actuel des informations (Services et Opérations) : **4.91M €maximum** (hors reports et réinscriptions).

#### Niveau des charges et recettes de fonctionnement maîtrisées par le Conseil Municipal :

- Vie associative : Notre volonté est de maintenir en 2015 les subventions à la Vie Associative malgré les restrictions budgétaires nécessaires et les baisses de dotations nationales et départementales, alors que dans beaucoup de communes, elles sont en baisse entre 5 et 15 %.

Nous estimons que leur rôle est essentiel pour l'animation de notre Ville, les valeurs qu'elles véhiculent et le lien social.

Aussi, nous demandons à toutes les associations de prendre part à cet effort de rigueur qui touche tout le monde, tant sur leurs activités, leur fonctionnement et leur budget.

Pour certaines ouvertes, au-delà de la seule Ville de Montivilliers, nous leur demandons également de se tourner vers les autres communes concernées, afin qu'elles participent aussi aux frais fixes de fonctionnement des associations.

- niveau des services publics : enveloppe inchangée sauf obligations légales et prise en compte des nouveaux rythmes scolaires.

- Aide sociale : Baisse de 100 000 €uros au chapitre de l'aide alimentaire mais renforcement des mesures d'accompagnement à la personne.

- tarifs des services publics : Il est proposé d'être proche de l'inflation prévisionnelle qui va toucher le budget en 2015, soit 1 % et, suivant les recommandations de l'étude organisationnelle, la possibilité de revoir la tranche supérieure des barèmes tarifaires, car statistiquement celle-ci comporte le plus d'usagers, en créant une ou deux tranches supplémentaires, compte tenu de l'échelle des revenus des habitants de la ville de Montivilliers.

- Niveau de l'emprunt nouveau (dans le respect des possibilités émanant de l'érosion de la dette ancienne et des ratios recommandés en matière de bonne gestion) : **0.79M€**

- Niveau des taux d'imposition sur les ménages : objectif de ne pas augmenter les taux.

Les ressources pérennes de la Ville (hors excédent antérieur reporté) suffisent, à nouveau cette année, tout juste à financer le budget de fonctionnement sans autofinancement complet, comme cela serait préférable, de l'annuité en capital des emprunts. Depuis 2010 également, l'autofinancement net n'est rendu possible qu'au travers des recettes exceptionnelles issues de l'excédent reporté de l'année écoulée lui-même constitué de la réserve pour risque (pour 0,7 M€ environ) et de l'application du principe de prudence dans les prévisions budgétaires antérieures : de cela découle une grande fragilité de cet autofinancement déjà nettement insuffisant, fragilité qui va s'aggraver les prochaines années. Nos projections prévoient un autofinancement net inférieur à zéro dès 2017.

## Chiffres clefs du budget 2015

	2014	2015
Encours de dette au 1 <sup>er</sup> janvier	11 387 M€	12 092M€
Population au 1 <sup>er</sup> janvier	16 592	16491
Taux des impôts locaux		
TH	14,18%	} inchangés depuis 2009
TF	32,13%	
TFNB	62,44%	
Recettes de fiscalité locale (BP)	8 812 M€	8 927M€
Recettes réelles de fonctionnement (BP)	20 664 M€	20 422€

Le document peut être consulté au Service Comptabilité de la Mairie.

Je vous demande de prendre acte du bon déroulement de ce Débat d'Orientation Budgétaire 2015.

***Le Conseil Municipal prend acte que le Débat d'Orientation Budgétaire a bien eu lieu.***

Le Maire,

**ESQUISSE DU BUDGET 2015 EN MILLIONS €**

<b>LIBELLES</b>	<b>DEPENSES</b>	<b>RECETTES</b>	<b>OBSERVATIONS</b>
<b><u>FONCTIONNEMENT</u></b>			
011 Charges générales	4,72		Réductions dans les services de 0,25M€ grâce notamment aux économies d'énergie et renégociations de contrats
012 Salaires	11,69		Total de 12,19 M€, malgré la revalorisation des catégories C, l'augmentation des contributions, la réforme des rythmes scolaires déjà prudentielle en 2014, les dépenses de personnel sont maîtrisées
réserve	0,50		
014 Atténuation de produits	0,17		FPIC: progression jusqu'à 190 000 euros en 2016 (0,1 en 2014), reliquat de 2014 sur 2015
65 Participations	1,96		Subvention CCAS et vie Associatives
réserve	0,20		
66 Intérêts des emprunts	0,53		intérêts+ICNE: bonne gestion de la dette
67 Charges exceptionnelles	0,17		Exemple: annulation de titres
68 Dotations aux provisions	0,02		exemple: frais d'avocats
Virement à l'investissement (y compris amortissement)	<b>2,86</b>		
Impôts et taxes (73)		12,84	-100 000€ sur les droits de mutation et revalorisation de +0,9% des bases fiscales
Dotations (Etat + Département) (74)		5,17	il reste une inconnue au niveau des dotations de l'Etat (diminution de la DGF pour 0,22 M€ et disparition des subventions CUCS pour 0,056M€) et des subventions CAF, réduction du FDPTP= 50% du montant perçu 2013= 0,085 au lieu de 0,17
Autres recettes (013, 70, 75, 76, 77)		2,40	fonds d'amorçage nouveaux rythmes scolaires maintenu en 2015
Excédent antérieur reporté		2,40	sous réserve : CA 2014 non clôturé (4,99M€)
<b>TOTAL</b>	<b>22,81</b>	<b>22,81</b>	<b>0,00</b>
<b><u>INVESTISSEMENT</u></b>			
021 Virement de la section de Fonctionnement		2,86	doit couvrir au moins le capital des emprunts à rembourser
Réinscriptions	0,88	0,61	En recettes, subvention DETR services techniques, solde restauration Aître de Brisgaret, subvention AAGV, solde SDF M.Vallery
16 Emprunt 2015		0,79	selon érosion dette ancienne
emprunt 2014		3,23	report emprunt 2014 sur 2015
10222 F.C.T.V.A		0,87	estimation au 13.10.2014, augmentation du taux de 15,761 à 16,404
Capitalisation du résultat 2014		0,85	couvre les écritures antérieures ( déficit I 2014 + Reports de D - Reports de R <b>et si possible</b> + Réinscriptions de D - Réinscriptions de R - report R emprunt )
Capitalisation du résultat supplémentaire pour contribuer à l'investissement 2015		1,74	
001 Résultat antérieur	0,74		
1641 Capital des emprunts à rembourser	1,55		
Reports	3,07	0,00	
Capacité nouvelle à investir pour 2015	4,91	0,20	pour les recettes : selon les arrêtés attributifs de subventions reçus à ce jour. pour les dépenses : à mettre en adéquation avec le PPI. Dont voirie salles de cinéma (0,44 en dépense et 0,18 en recette)
<b>TOTAL</b>	<b>11,15</b>	<b>11,15</b>	